

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Léa Vicky Magne Domgho, Lunze Lubanga et Gert-Jan Stads

Tendances clés

- ▶ Entre 2009 et 2013, les dépenses de recherche agricole en RDC ont presque doublé (ajustées de l'inflation) par suite d'un effort du gouvernement pour revitaliser le secteur agricole et du lancement de projets financés par des bailleurs de fonds tels que le PDPC, le PARRSA et le PPAKIN. Or, au cours des années plus récentes, le volume des investissements sur fonds publics dans la recherche agricole affiche une baisse constante.
- ▶ En 2016, le taux d'investissement dans la recherche agricole de la RDC ne dépassait pas 0,24% du PIB agricole, l'un des plus bas d'Afrique.
- ▶ Le nombre de chercheurs agricoles a augmenté de 60% entre 2009 et 2016, mais la plupart des chercheurs nouvellement recrutés ne possèdent qu'une licence ou une maîtrise.

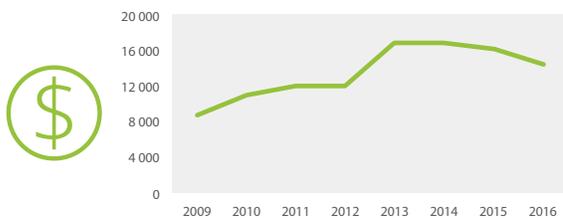
Défis actuels

- ▶ De nombreux facteurs entravent l'efficacité de la recherche agricole: l'état délabré des bâtiments et des équipements, le manque d'accès à des véhicules adaptés au terrain, la fréquence des coupures de courant perturbant les essais, les insuffisances informatiques (manque de connexion fiable à Internet et de technologies et logiciels mis à jour) et la médiocrité des canaux de communication entre le siège et les stations de recherche.
- ▶ Aux organismes d'État, dont l'INERA, il manque toujours une masse critique de scientifiques qualifiés (et de nombreux diplômés en doctorat approchent l'âge de la retraite). L'offre salariale est telle qu'elle dissuade les jeunes chercheurs titulaires d'un doctorat d'opter pour une carrière dans le secteur public: ils sont nombreux à préférer tenter leur chance dans le secteur privé.

Options politiques

- ▶ La faiblesse des investissements dans la recherche agricole de la RDC contraste fortement avec les objectifs ambitieux du Plan national d'investissement agricole (2014–2020). Pour accélérer la productivité agricole, le gouvernement devra redoubler ses efforts, en particulier pour ce qui est de la formation du personnel de recherche et de la modernisation des infrastructures.
- ▶ En RDC, le potentiel de financement du secteur privé reste largement inexploité. Pour libérer ce potentiel, il faut créer un environnement politique propice, en termes d'incitations fiscales, de protection des droits de propriété intellectuelle et de réformes réglementaires visant à stimuler la diffusion des technologies internationales.

DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



Millions de francs congolais (prix constants 2011)

14 441,1

Millions de dollars PPA (prix constants 2011)

27,7

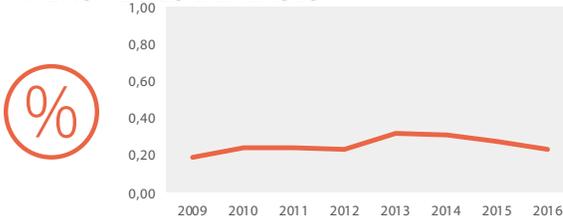
RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO

BURUNDI

RWANDA

OUGANDA

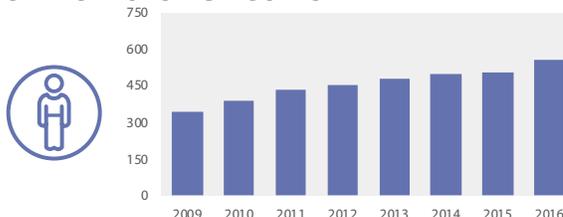
INTENSITÉ DES DÉPENSES



Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole

0,24%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents temps plein

553,0

Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD

38%

134,0

148,9

558,7

58%

96%

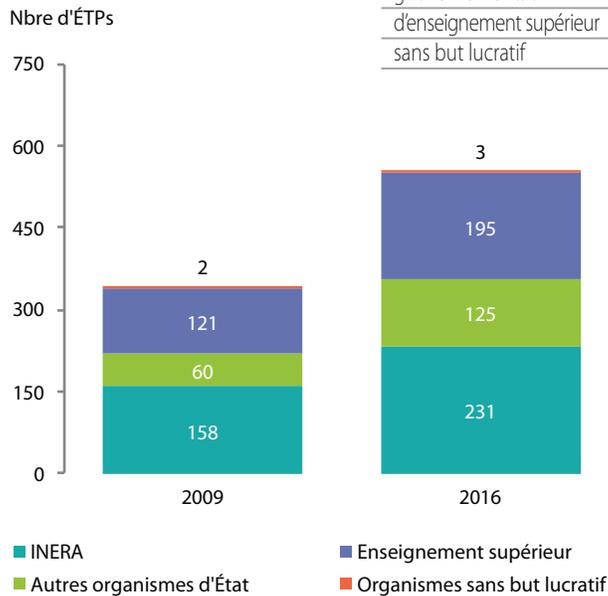
81%

Composition institutionnelle de la recherche agricole

De 2009 à 2016, le nombre total de chercheurs agricoles ÉTP a augmenté de manière soutenue, tant à l'INERA qu'au sein des autres organismes de recherche. En 2016, l'INERA employait 42% des chercheurs agricoles de la RDC; les autres instituts gouvernementaux, 23%; les universités, 35% et les organismes sans but lucratif 1%.

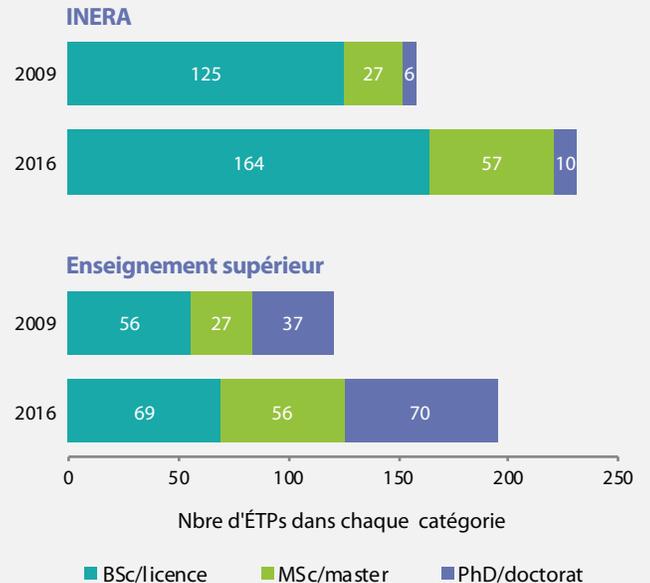
19 ORGANISMES, 2016

gouvernementaux	5
d'enseignement supérieur	12
sans but lucratif	2



Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

En matière de ressources humaines qualifiées, l'INERA se trouve face à un défi redoutable: il lui manque la « masse critique » de chercheurs titulaires d'un doctorat. En effet, en RDC, la plupart des chercheurs agricoles titulaires d'un PhD sont employés par les universités.

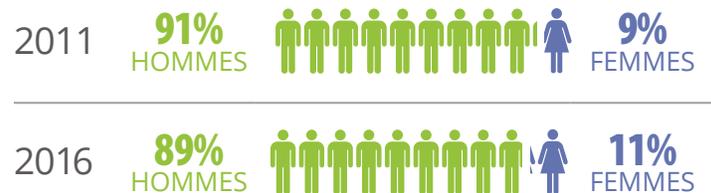


Répartition des chercheurs agricoles par secteur et par tranche d'âge

En 2016, plus d'un quart des chercheurs agricoles congolais titulaires d'un PhD avaient plus de 50 ans et approchaient l'âge de la retraite (65 ans). Pour parer aux pertes anticipées et s'assurer de capacités adéquates sur le long terme, il faut établir un plan de recrutement et de formation de jeunes chercheurs.

Chercheurs agricoles par sexe

En RDC, en 2016, 11% des chercheurs agricoles étaient des femmes, augmentation marginale par rapport aux 9% enregistrés en 2011. La proportion de diplômées en doctorat se révèle particulièrement faible, l'INERA et les autres organismes gouvernementaux ne disposant, à l'heure actuelle, d'aucune chercheuse titulaire d'un PhD.

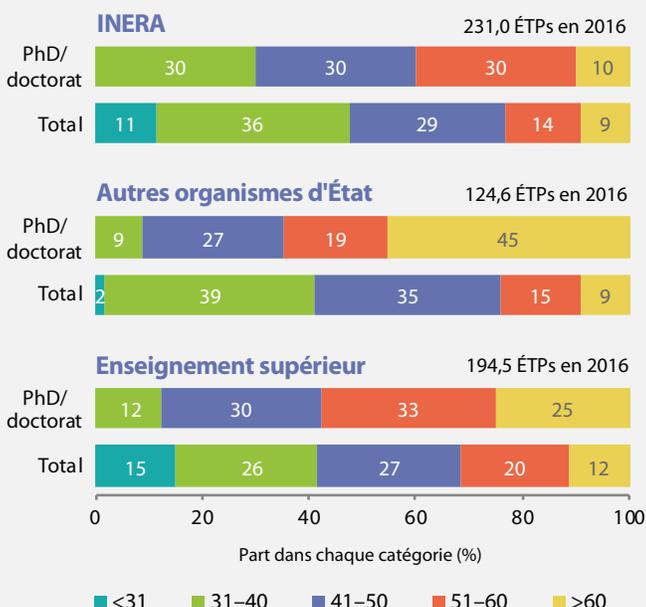


Part des femmes par catégorie de qualification, 2016

BSc/licence	12%	MSc/master	12%	PhD/doctorat	2%
-------------	-----	------------	-----	--------------	----

Part des femmes par tranche d'âge, 2016

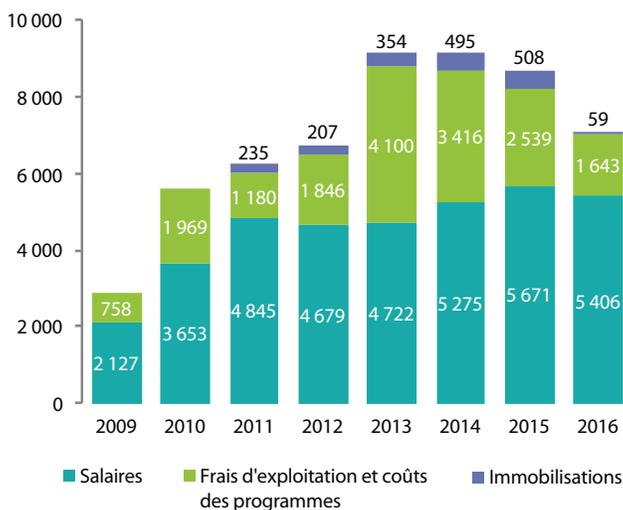
< 41	15%	41-50	12%	> 50	2%
------	-----	-------	-----	------	----



Dépenses par catégorie de coût de l'INERA

Après avoir connu une croissance soutenue de 2009 à 2014, les dépenses de l'INERA ont chuté de 23% entre 2014 et 2016, principalement par suite du non renouvellement d'un projet de fonds compétitifs initié et financé par le gouvernement (2014–2015). En 2016, les frais salariaux absorbaient plus des trois quarts du budget. L'INERA avait donc très peu de fonds à consacrer aux activités de recherche et à la réhabilitation des infrastructures.

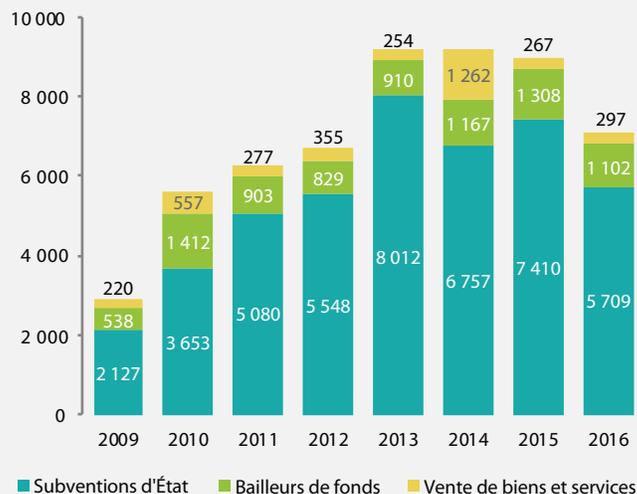
Millions de francs congolais
(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)



Sources de financement de l'INERA

Le gouvernement assume le gros des coûts de l'INERA. Comparé à la situation dans d'autres pays africains, l'appui des bailleurs de fonds et banques de développement ne représentait, au cours de la période 2009–2016, qu'une faible part (15%) du financement de l'INERA, tandis que l'institut générait en moyenne 6% de son budget par la vente de ses biens et services.

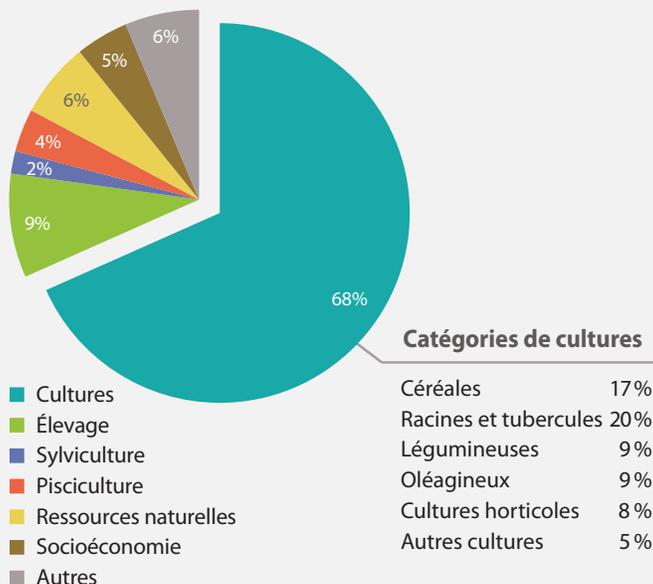
Millions de francs congolais
(ajustés de l'inflation ; année de référence = 2011)



Chercheurs agricoles, par filière

En 2016, 68% des chercheurs agricoles de la RDC étaient agronomes et 9% zootechniciens. Les cultures les plus intensément étudiées étaient le manioc, le maïs et les haricots; venaient ensuite le riz, les fruits, la patate douce, l'arachide et les pommes de terre.

Part des chercheurs, 2016



Variétés végétales récemment mises en circulation par l'INERA

Entre 2012 à 2016, l'INERA a mis au point 37 nouvelles variétés: de riz (productivité, résilience et parfumé), de maïs (productivité, provitamine A et tolérance à la sécheresse), de haricot (variétés enrichies, productivité et résilience), de manioc (résistance aux maladies et variétés biofortifiées) et de patate douce (résistance aux maladies). S'agissant des variétés d'arachide et de soja, leur productivité a été améliorée.

Culture	Nombre de variétés nouvelles, 2012–2016
Riz	11
Maïs	8
Arachide	6
Haricot	6
Manioc	3
Soja	2
Patate douce	1
Total	37

Ressources pour la RDC

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole en RDC. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



La **page interactive se rapportant** à la RDC présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'**outil d'analyse comparative** permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'**outil de téléchargement de données** permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour la RDC et bien d'autres pays.



L'**annuaire ASTI** répertorie les organismes effectuant la recherche agricole en RDC, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

english español contact

INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil Données Régions Publications Partenaires Présentation Pays

CONGO, RÉP. DÉM.

Tendances clés
Entre 2009 et 2013, les dépenses de recherche agricole en RD Congo ont presque doublé (ajustées de l'inflation) par suite d'un effort du gouvernement pour revitaliser le secteur agricole et du lancement de projets financés par des bailleurs de fonds tels que le PDRC, le PARRSA et le PAPA-KIN. Or, au cours des années plus récentes, le volume des investissements sur fonds publics dans la recherche agricole affiche une baisse constante.

Défis actuels
De nombreux facteurs entravent l'efficacité de la recherche agricole: l'état délabré des bâtiments et des équipements, le manque d'accès à des véhicules adaptés au terrain, la fréquence des coupures de courant perturbant les essais, les insuffisances informatiques (manque de connexion fiable à Internet et de technologies et logiciels mis à jour) et la médiocrité des canaux de communication entre le siège et les stations de recherche.

Options politiques
La faiblesse des investissements dans la recherche agricole de la RDC contraste fortement avec les objectifs ambitieux du Plan national d'investissement agricole (2014-2020). Pour accélérer la productivité agricole, le gouvernement devra réduire ses efforts, en particulier pour ce qui est de la formation du personnel de recherche et de la modernisation des infrastructures.

En RD Congo, le potentiel de financement du secteur privé reste largement inexploité. Pour libérer ce potentiel, il faut créer un environnement politique propice, en termes d'incitations fiscales, de protection des droits de propriété intellectuelle et de réformes réglementaires visant à stimuler la diffusion des technologies internationales.

En 2016, le taux d'investissement dans la recherche agricole de la RD Congo ne dépassait pas 0,24% du PIB agricole, l'un des plus bas d'Afrique.

Le nombre de chercheurs agricoles a augmenté de 60% entre 2009 et 2016, mais la plupart des chercheurs nouvellement recrutés ne possèdent qu'une licence ou une maîtrise.

Aux organismes d'État, dont INERA, il manque toujours une masse critique de scientifiques qualifiés (et de nombreux diplômés en doctorat approchant l'âge de la retraite). L'offre salariale est telle qu'elle dissuade les jeunes chercheurs titulaires d'un doctorat d'opter pour une carrière dans le secteur public: ils sont nombreux à préférer tenter leur chance dans le secteur privé.

Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

ÉTP	Équivalents temps plein
INERA	Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques
PAPAKIN	Programme d'Appui aux Pôles d'Approvisionnement de Kinshasa en Produits Vivriers et Maraîchers
PARRSA	Projet d'Appui à la Réhabilitation et à la Relance du Secteur Agricole
PDPC	Projet de Développement des Pôles de Croissance ?
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement expérimental
RDC	République démocratique du Congo

Concernant ASTI, IFPRI et INERA

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, le **programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'**Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (INERA)** est l'organisme principal de recherche agricole de la République démocratique du Congo. Il est placé sous la tutelle du Ministère de la Recherche Scientifique et conduit des recherches agronomiques, zootechniques, sylvicoles et halieutiques.

ASTI/IFPRI et INERA remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni d'IFPRI ni d'INERA.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et INERA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.